

N° DP 25/745

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC RELATIVE A UN TERRE-PLEIN AU PORT DU BRUSC "SOCIETE PAUL RICARD"

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code des Transports,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 24/11/285 du 29 novembre 2024, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables au port du Brusc,

VU la décision n° 20/74 du 3 février 2020 portant sur un contrat de garantie d'usage à la « SOCIETE PAUL RICARD » au port du Brusc,

VU la convention n° 20/283 du 1^{er} juillet 2020 portant occupation d'un emplacement et mise en place d'une billetterie,

VU la demande de la « SOCIETE PAUL RICARD » en date du 20 février 2025,

VU le projet de convention, ci annexé,

CONSIDERANT que la « SOCIETE PAUL RICARD » domiciliée Ile des Embiez, Le Brusc, Six-Fours-les-Plages (83140) bénéficie d'un contrat de garantie d'usage d'un poste d'amarrage sur le site portuaire du Brusc aux fins d'exploiter une ligne maritime, ceci pour une durée de 20 ans et jusqu'en février 2040 maximum,

CONSIDERANT que la société et la Métropole TPM ont signé une convention d'occupation d'un terre-plein sur lequel la société a été autorisée à installer un point d'accueil « billetterie » pour une durée de 5 ans, à compter du 1^{er} juin 2020,

CONSIDERANT que la société a formulé une demande de renouvellement de cette occupation,

CONSIDERANT que le point d'accueil « billetterie » se situe à proximité immédiate du poste destiné aux navires de la société et qu'il s'agit d'une caractéristique particulière de la dépendance géographique et fonctionnelle,

CONSIDERANT que dans ces conditions la Métropole TPM peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER avec la « SOCIETE PAUL RICARD », une convention d'occupation temporaire d'une surface de terre-plein de 40 mètres carrés sur le domaine public portuaire du Brusc dans les conditions et pour la durée qui y sont définies.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget des ports métropolitains BA 15, sur l'opération du Brusc OP 33000, article 6137.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

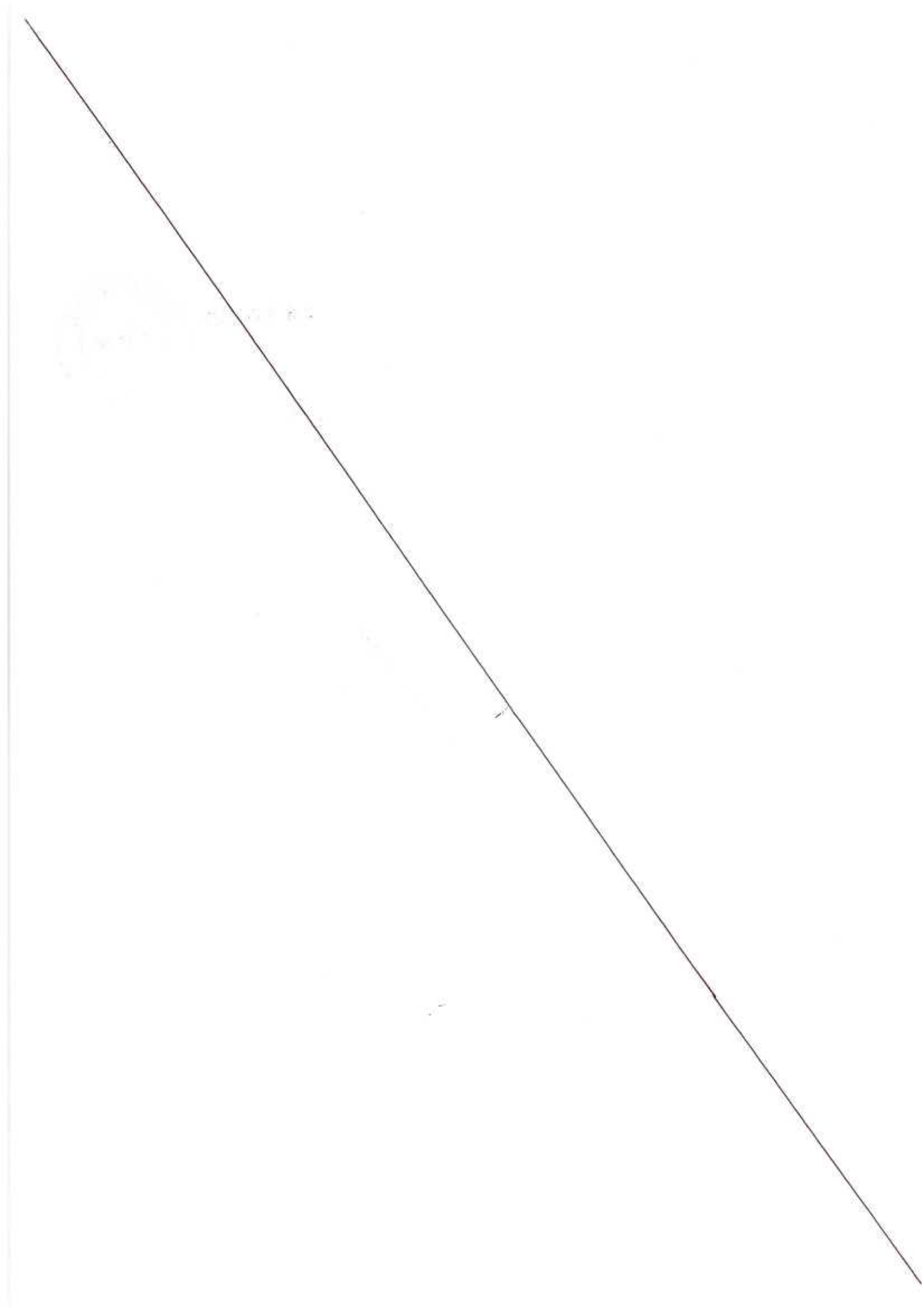
Fait à Toulon, le

26 JUIN 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







**Monsieur le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON Cedex 9**

Lettre RAR n° 1A21272981200

Les Embiez, le 20 février 2025

Objet : Convention d'occupation temporaire – Billetterie embarcadère – Port du Brusc

Monsieur le Président,

Par convention d'occupation temporaire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a accordé en 2020 à la Société Paul Ricard l'autorisation d'occuper un ouvrage dénommé « Billetterie » situé sur le port du Brusc, quai Saint-Pierre à Six-Fours-les-Plages (83140) pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} juin 2020.

Conformément à l'article 3 de cette convention, nous sollicitons par la présente le renouvellement de cette autorisation, qui permet l'exploitation de nos lignes maritimes.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire que vous souhaiteriez,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses.

Gilles GRANDGUILLOTTE

Directeur Relations Actionnaires et Institutionnels



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
RELATIVE A UN TERRE-PLEIN AU PORT DU BRUSC
« SOCIETE PAUL RICARD »
COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n° en date du .

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

La « **SOCIETE PAUL RICARD** », domiciliée Ile des Embiez, Le Brusç, 83140 Six-Fours les Plages, immatriculée au RCS Toulon sous le numéro 629 501 537, et représentée par son Directeur Général, Monsieur Marc de JOUFFROY dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART

Exposé préalable :

Par décision du Président n° 20/283 du 1^{er} juillet 2020 la Métropole TPM a signé avec la « **SOCIETE PAUL RICARD** » une convention d'occupation d'un terre-plein pour la mise en place par la société d'une billetterie (conformément à ladite convention) sur le domaine public portuaire du Brusç afin de permettre la vente de billets pour les navires de la société desservant l'île des Embiez.

La société a sollicité le renouvellement de cette autorisation, qui arrive à terme le 31 mai 2025.

La société bénéficie également d'un contrat de garantie d'usage portant sur un poste d'amarrage aux fins d'exploiter une ligne maritime.

Considérant que la billetterie dépend géographiquement du poste d'amarrage occupé par la « **SOCIETE PAUL RICARD** » et qu'il s'agit d'une caractéristique particulière de la dépendance, géographique et fonctionnelle, la Métropole TPM peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L 2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Métropole TPM confie au Bénéficiaire, qui l'accepte, l'exploitation à compter du 1^{er} juin 2025, et pour une durée de cinq (5) ans, de l'emplacement de 40 mètres carrés (m²), sur lequel la société a installé une billetterie et contre redevance fixée annuellement par délibération selon les « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage applicables au port du Brusç ».

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La « SOCIETE PAUL RICARD » est autorisée à occuper, aux seules fins d'exploitation de l'activité liée à l'exploitation, à la promotion ou au développement de lignes maritimes, un emplacement d'une surface de 40 m² sur lequel se trouve un ouvrage dénommé « Billeterie », selon le plan joint, sur le domaine public portuaire du Brusc, Quai Saint Pierre, Six-Fours-les-Plages (83 140).

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Cette activité ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole TPM.

Toute autre forme d'occupation est proscrite.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de **5 ans, du 1^{er} juin 2025 au 31 mai 2030.**

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée - 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9.

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le Bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux. Elle cessera de plein droit à la date fixée.

ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

3-1) Montant de la redevance

La présente mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance, révisée annuellement par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM et applicable du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année, établie aux conditions des « tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage du port du Brusc », ,

En l'espèce, la redevance s'élève, hors charges locatives, du 1^{er} juin au 31 décembre 2025 et selon pour la période du 1^{er} juin au 31 décembre 2025, à **2 088,38 € TTC** (deux mille quatre-vingt-huit euros et trente-quatre centimes), décomposée comme suit :

- Titre A - IV.1 - « Terre-pleins à vocation artisanale, industrielle et commerciale » : 89, 50 € TTC / m²/ an, soit 3 580,00 € TTC proratisé sur 7 mois.

3-2) Modalités de règlement

Le Bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la capitainerie du port du Brusc, dans un délai maximum de vingt jours suivant la réception de la facture.

Dans le cas d'un règlement par chèque, celui-ci devra être libellé à l'ordre de la « régie de recettes du port du Brusc ».

Dans le cas d'un règlement par virement, celui-ci devra être versé sur le compte de la « régie de recettes prolongée métropolitaine du port du Brusc » dont le numéro de compte est précisé sur la facture.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard ; les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

En cas d'occupation par le Bénéficiaire des dépendances du domaine public de la Métropole TPM après la fin de l'autorisation, quel qu'en soit le motif, la redevance reste due pour la durée d'occupation, sans

préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés par cette dernière ni des poursuites qui pourront être engagées, également par cette dernière, à son encontre.
En cas de non-paiement de la redevance échue par le Bénéficiaire, la Métropole TPM pourra également procéder à son expulsion sans que les offres ultérieures de payer les redevances échues ne puissent arrêter l'effet de cette mesure.

3.2) Charges locatives

Le Bénéficiaire fera son affaire personnelle (branchements, consommation, abonnement) d'eau, d'électricité, de téléphone, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au Bénéficiaire, aucun droits réels sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, ou à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du Bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail, de police.

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au code des transports, au règlement général d'exploitation des ports et au règlement particulier de police applicables au port du Brusc.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement ou pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole TPM se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Le Bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

4-2) Conditions particulières

Les lieux seront affectés exclusivement à l'exploitation de l'activité telle qu'indiquée à l'article 1, ils ne pourront servir de lieu de stockage de matières inflammables (carburant, solvants, produits d'entretien de bateaux ...) ou de lieu de couchage.

4-3) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le Bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le Bénéficiaire s'engage à :

- Trier et éliminer l'ensemble des déchets produits par son activité en respectant la réglementation en vigueur, les consignes de tri mises en place sur le site et engager une démarche de réduction des déchets à la source.
- Ne rejeter aucune eau polluée et aucun déchet dans les eaux portuaires.
- Rationnaliser les usages de l'eau avec des équipements performants en matière de consommation d'eau et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.

4-4) Etat des lieux, exploitation et entretien

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance de l'Occupant qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Il prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole

TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le Bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations locatives nécessaires pour maintenir les lieux et dépendances mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris les installations, matériels et mobiliers et en général tout ce qui peut garnir les lieux sans aucune exception ni réserve, conformément à l'annexe du décret n° 87-712 du 26 août 1987. Il supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux. Le bénéficiaire veillera chaque année, à respecter ses obligations administratives et se munir à ses frais de toutes ses autorisations administratives. Il s'engage à procéder à tous les contrôles, vérifications tant en matière d'hygiène que de sécurité des lieux, installations et équipement de telle manière que leur utilisation soit agréée, conforme à leur usage et compatible avec la destination des lieux.

Le Bénéficiaire répondra de toutes les détériorations survenues par abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Métropole TPM à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

Le Bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

4-5) Usage de l'occupation

La présente autorisation est strictement personnelle. Le Bénéficiaire ne peut céder son droit d'exploiter le domaine public de la Métropole TPM sous peine de résiliation immédiate.

En cas de transfert à un tiers, le Bénéficiaire demeure personnellement responsable des conséquences de l'occupation par le tiers, quelle que soit la forme (cession, location...) et les modalités (caractère gratuit ou non notamment).

4-6) Travaux à la charge du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire ne peut procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, ni modifier ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

Pour tous travaux autorisés par l'Autorité portuaire, le Bénéficiaire et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de l'Autorité portuaire pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

4-7) Remise en état des lieux

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le Bénéficiaire doit retirer les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur retrait. Dans ce dernier cas le bénéficiaire laissera, sans indemnité, l'installation apportée dans les lieux qui passera alors automatiquement sous la propriété de la Métropole.

A l'expiration de la présente autorisation, le Bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le Bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le Bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le Bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage qui lui serait imputable et qui serait causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut être engagée à quelque titre que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le Bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire pour les dommages corporels devra s'élever à 10 M€. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le Bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers, notamment contre les risques d'incendie, de vandalisme ou vol, d'explosion.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le Bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, et chaque année avant le 31 décembre, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

ARTICLE 8 - EXECUTION

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera chargé de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 10. AVENANTS

Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les parties.

Fait à Toulon, le

Le Directeur Général de la
Société Paul Ricard

Marc de JOUFFROY

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

SIX FOURS LES PLAGES

Port du Brusç

SA (Société Paul Ricard)

Plan de l' AOT terre-plein "billetterie"

Ortho photo



AOT sur terre-plein 40 m²

MTPM : Métropole de Toulon Provence Méditerranée - 107, Bd Henri Fabre

CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 09 - Tél. : +33 (0)4 94 93 83 00 E-mail : Contact@metropoleipm.fr

DGA Aménagements, Ports et Mobilités / Direction des Ports / G.P.E. / suivi patrimoine tél 04 83 24 30 02
Nom de fichier : Plan de l' AOT terre-plein SA (société Paul Ricard) de 40 m²
Version N° : 1
Echelle : 1/1000
Date : 20 05 2025

Dessiné vu et vérifié par :
Le Responsable de la Cellule Patrimoine
T. PATIN
Toulon le : 20 05 2025

La Sous-Directrice de la Gestion Patrimoniale et
Exploitation des Ports de la Métropole
V. UGUEN
Toulon le : 20 05 2025

